



**HAL**  
open science

## La mer Rouge peut-elle s'embraser ?

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. La mer Rouge peut-elle s'embraser ?. *Diplomatie: affaires stratégiques et relations internationales. Les Grands dossiers*, 2018, Mers et océans. Géopolitique et géostratégie, 46, pp.64-67. halshs-01883317

**HAL Id: halshs-01883317**

**<https://shs.hal.science/halshs-01883317v1>**

Submitted on 12 Oct 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License



analyse

Par **Marc Lavergne**, directeur de recherche (CNRS), Équipe monde arabe et méditerranéen (EMAM), laboratoire CITERES, université de Tours. Auteur de [www.marclavergne.unblog.fr](http://www.marclavergne.unblog.fr)



## La mer Rouge peut-elle s'embraser ?

Alors qu'elle voit passer les deux tiers du commerce maritime mondial, la mer Rouge est aujourd'hui le théâtre d'initiatives des puissances riveraines et régionales, où chacun avance, dans une véritable course contre la montre, ses pions économiques et stratégiques sans toujours se soucier de coordination ou d'alliances.

**L**a mer Rouge revient sur le devant de la scène, comme artère stratégique du grand commerce mondial entre Méditerranée et océan Indien, mais aussi comme interface entre la péninsule Arabique et l'Afrique. Aux puissances ex-coloniales qui se disputèrent son contrôle, verrouillé au nord par le canal de Suez et au sud par le détroit de Bab el-Mandeb, viennent désormais s'ajouter les puissances régionales, engagées dans un jeu de go complexe où alliances et rivalités s'entremêlent et multiplient les risques de conflits.

### Le canal de Suez, un enjeu ou un atout ?

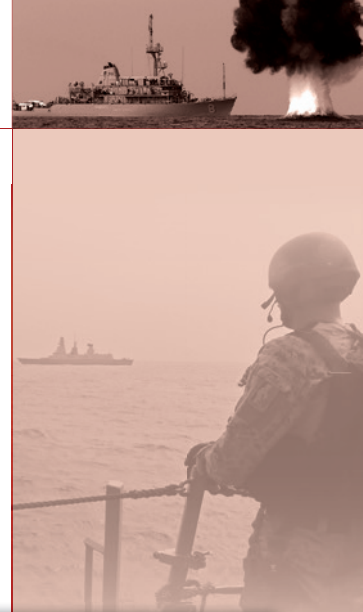
Au nord de la mer Rouge, le canal de Suez – l'une des principales ressources de l'Égypte (environ 5 milliards de dollars par an) – fait l'objet de projets visant à accroître ses capacités. En un an, il a été approfondi et en partie doublé de manière à accélérer l'écoulement de son trafic qui devrait permettre

d'atteindre des revenus annuels de 12 milliards de dollars. Cet effort est complété par des projets de zones franches, de villes nouvelles, de ports sur le golfe de Suez, de tunnels et de ponts (1). La présence de François Hollande à l'inauguration du doublement du canal en août 2015 puis l'intérêt manifesté par la Russie pour la création d'une zone industrielle avaient pour toile de fond la préoccupation liée au terrorisme du mouvement « Province du Sinaï » (lié à l'État islamique), dont les activités menacent l'activité touristique (2), mais aussi potentiellement le trafic du canal.

Cependant, ces projets avancés dans l'urgence, sans étude de faisabilité ou de marché, et ne procédant pas d'engagements fermes, ne semblent pas se concrétiser : ils ne répondent en effet à une attente de l'économie mondiale, ni à une capacité égyptienne d'insertion gagnante dans l'économie-monde, par manque de qualification et de compétitivité.

### Photo ci-dessus :

Visite du président turc au Soudan en décembre 2017. À l'occasion de cette rencontre, les autorités soudanaises ont concédé la gestion de l'île de Suakin pour 99 ans à la Turquie contre des promesses d'investissements et de coopération militaire. Si l'accord a suscité de vives inquiétudes en Arabie saoudite et en Égypte, l'annonce du Qatar – qui accueille également une base militaire turque – d'investir 4 milliards de dollars sur l'île de Suakin semble illustrer un basculement des alliances régionales. (© AFP / Ashraf Shazly)



## Le Sinaï, une terre promise ?

Aux abords du canal de Suez, la presqu'île du Sinaï et le golfe d'Aqaba font également l'objet de projets d'aménagement de grande ampleur. En effet, alors que le Sinaï, province excentrée et exogène de l'Égypte, est entré en dissidence – à la fois au nord du fait de la proximité historique avec la bande de Gaza et au sud du fait de la colonisation du littoral par le tourisme balnéaire international –, l'État égyptien a répondu à ce mécontentement en annonçant de nouveaux projets de développement. Ces derniers sont semblables à ceux envisagés sur la rive

occidentale en contribuant à la sécurité de l'axe névralgique, de concert avec ses alliés régionaux.

Ce projet, où la consommation d'alcool, la dénudation des corps, les jeux d'argent seront autorisés, tourne littéralement le dos aux villes saintes de La Mecque et de Médine. Il s'agit de façonner une image de facteur de paix auprès des milieux d'affaires et du grand public, et d'obtenir ainsi une assurance-vie pour la dynastie des Saoud, menacée par les revendications populaires intérieures. Par ailleurs, les sommes extravagantes nécessaires à la réalisation de ce projet (500 mil-

“ L'annonce en 2017 du gigantesque projet NEOM – une mégacité sur les rives désertiques du golfe d'Aqaba et de la mer Rouge –, revêt une dimension économique et financière, mais aussi stratégique. ”

orientale du détroit de Tiran : création de zones franches (à vocation touristique et « environnementale » principalement), et cession des deux îles de Tiran et de Sanafir à l'entrée du golfe d'Aqaba dans le but de servir de support à un pont maritime – dont on perçoit mal la nécessité – reliant l'Égypte à l'Arabie saoudite. Si l'ensemble de ces projets n'ont en eux-mêmes que peu d'incidence sur la stabilisation régionale, ils symbolisent l'amarrage de l'Égypte à l'Arabie saoudite et son soutien au leadership saoudien sous la houlette américaine.

Cette alliance ne prend toute sa dimension que si l'on y ajoute deux partenaires discrets, Israël et la Jordanie, qui envisagent la construction d'un chemin de fer reliant la Méditerranée à l'Arabie saoudite. Celle-ci scellera la coopération de ces acteurs dans la reconfiguration régionale à venir : une Sainte Alliance anti-chiite et anti-fondamentaliste sunnite pour aborder l'après-pétrole du Moyen-Orient, en écartant l'Iran et la Turquie.

Ces projets structurants sont néanmoins hasardeux, en ce qu'ils sont de nature à bousculer les sensibilités et les affinités, sans parler des intérêts, des peuples concernés... (3)

## Le projet saoudien NEOM, fantasmagorique ou stratégique ?

Plus au sud, l'annonce en 2017 du gigantesque projet NEOM – une mégacité sur les rives désertiques du golfe d'Aqaba et de la mer Rouge –, revêt une dimension économique et financière, mais aussi stratégique. En effet, le lieu choisi pour cette expérience inédite de ville nouvelle vouée à l'intelligence artificielle et déconnectée juridiquement du reste du royaume (4) est volontairement éloigné de tous les centres urbains du pays. Il s'agit pour l'Arabie saoudite de réaffirmer sa présence et son autorité sur la mer Rouge, loin du Golfe et de ses puits de pétrole témoins d'une époque (bientôt ?) révolue, ses voisins hostiles ou méfiants, et sa mer fermée. Dès lors, la dynastie issue des bédouins du Nejd, qui se sépare de son soutien idéologique wahhabite, compte s'assurer le maintien du soutien

## Lutte d'influences autour de la mer Rouge



### Le jeu des alliances régionales

- État membre du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)
- Le camp de l'Arabie Saoudite et des É.A.U.
  - Le quatuor Riyad/Abou Dhabi/Le Caire/Manama
  - État proche des position saoudiennes face à la menace iranienne
  - État ou région s'étant rapproché des É.A.U.
- Le camp du Qatar et de la Turquie
  - Qatar et les pays qui le soutiennent face à l'Arabie Saoudite
  - État se rapprochant d'Ankara et Doha
- Le camp des neutres
  - État membre du CCG ayant proclamé leur neutralité dans le duel Riyad/Doha

Sources : M. Lavergne, AFP, RFI, IISS, Middle East Eye

### Un espace stratégique au cœur des convoitises

Réseaux de facilités militaires, ports ou d'investissements touristiques, existants ou en développement dans la région :

|           | Facilités militaires | Ports | Investissements touristiques |
|-----------|----------------------|-------|------------------------------|
| É.A.U.    |                      |       |                              |
| Arabie S. |                      |       |                              |
| Égypte    |                      |       |                              |
| Qatar     |                      |       |                              |
| Turquie   |                      |       |                              |
| Chine     |                      |       |                              |
| Inde      |                      |       |                              |

États accueillant une présence militaire étrangère dans la région

France États-Unis Japon Royaume-Uni



# Tensions maritimes

liards de dollars) ne pourront être dégagées que par la récupération des fonds détenus par les piliers du régime, par la vente des actifs de l'Aramco, et par l'appel à des capitaux étrangers (5). Elles ne seront donc pas disponibles pour répondre aux besoins sociaux urgents de la société saoudienne.

D'autres zones de développement sont prévues au sud du projet NEOM. Ces projets ne prennent pas non plus en compte les polarités et les potentialités de la province du Hedjaz, berceau de l'islam et fenêtre ouverte depuis des millénaires sur cette Méditerranée qu'est la mer Rouge. Cet aménagement du territoire par le haut pourrait soulever localement réprobation et résistance, ce qui menacerait la stabilité régionale.

Au premier rang des investisseurs potentiels, la Chine a manifesté un intérêt immédiat pour ces projets ; elle n'ignore rien de leur caractère chimérique, mais l'entreprise entre précisément dans sa stratégie de « routes de la soie », qui pourrait lui permettre de mettre la main sur la production pétrolière saoudienne en guise de remboursement...

le Soudan. Si cette querelle resurgit régulièrement, comme un baromètre de la tension entre les deux pays, ceux-ci ne sont pas désireux de s'engager dans un conflit armé pour le territoire.

En revanche, la concession en décembre 2017 de la gestion de l'île soudanaise de Souakin à la Turquie pour 99 ans – dans le cadre d'un vaste accord commercial – constitue un geste de défi à l'égard de Riyad... et du Caire, même si l'objet affiché n'est que la rénovation du site historique. Rappel de l'époque pas si lointaine où l'Empire ottoman régnait sur les rives de la mer Rouge et, peut-être, mise en cause implicite de la tutelle des Saoud sur les Lieux saints de l'Islam, tandis que le soutien de la Turquie aux Frères musulmans s'inscrit dans le cadre d'une rivalité à multiples facettes entre Le Caire et Ankara (6), qui rejoint en cela l'alliance de Khartoum et de Doha.

**“ C'est au sud de la mer Rouge, de part et d'autre du détroit de Bab el-Mandeb, que commence la partie stratégique la plus complexe. ”**

En effet, cet accord a précédé la signature en mars 2018 d'un prêt de 4 milliards de dollars entre Khartoum et Doha, destiné à la rénovation du port de Souakin (7). Une somme qui peut paraître démesurée par rapport à l'ampleur du projet et un véritable chiffon rouge pour Riyad et ses alliés qui cherchent à soumettre le Qatar depuis juin 2017. Cet accord s'articule en effet au projet de la Turquie, alliée du Qatar. Peu importe finalement que le Soudan ait ensuite fait mine de reculer, tant vis-à-vis de l'Égypte en manifestant son désir de régler pacifiquement le différend de Halaïb qu'en réitérant son engagement militaire dans la coalition saoudo-émirienne au Yémen. Khartoum tient deux fers au feu, et l'axe Khartoum-Doha, scellé depuis l'arrivée au pouvoir de la junte islamiste en juin 1989, pour prendre l'Arabie saoudite en tenaille et tenir l'Égypte en respect, fonctionne toujours.

La dimension économique de cet axe ne doit pas non plus être négligée, puisque Souakin est une porte d'entrée possible vers le Sahel africain, reprenant ainsi l'antique route des pèlerins depuis les rives du Sénégal jusqu'à La Mecque, alors que les engagements qatariens comme turcs sur le continent noir sont en augmentation rapide (8).

Pour l'instant, la marine saoudienne est modeste et rien n'indique qu'elle puisse se renforcer dans un avenir proche, faute non pas de moyens, mais de tradition maritime, et les forces militaires de son allié émirien, qui poursuit des buts de guerre différents de ceux du prince Mohamed bin Salman, sont encore éloignées de cette zone de tension.

## **De Bab el-Mandeb au golfe d'Aden, premières passes du jeu de go**

C'est au sud, de part et d'autre du détroit de Bab el-Mandeb, que commence la partie stratégique la plus complexe. À Djibouti, la France a dû céder le camp Lemonnier à son allié américain, qui y a installé en 2003, le QG de l'AFRICOM/Corne de l'Afrique dont les opérations visent le continent africain, mais la marine américaine n'a pas d'ancrage permanent dans la mer Rouge.



### **Photo ci-dessus :**

Mohammed ben Zayed ben Sultan, dit MBZ, prince héritier et ministre de la défense d'Abu Dhabi. C'est sous influence que les E.A.U. mènent actuellement une diplomatie des ports et de la canonnières, de la Mer Rouge à la Corne de l'Afrique, où Abu Dhabi tente d'étendre son emprise. Alors qu'au Yémen certains commencent à accuser les EAU de coloniser le pays, l'île yéménite de Socotra serait en train de devenir depuis trois ans une sorte de porte-avions émiratis à l'entrée du Golfe d'Aden. (© AFP / Karim Sahib)

Les problèmes clés de la société saoudienne, que sont l'absence de formation et de culture du travail, la corruption des élites prébendaires ou le manque de légitimité politique et religieuse de sa caste dirigeante, ne seront pas pour autant réglés et risquent au contraire d'être exacerbés par ces projets déconnectés de la réalité locale.

## **La mer Rouge centrale, un pont convoité entre le monde arabe et l'Afrique**

Au centre de la mer Rouge, les enjeux ne sont plus directement liés à la maîtrise du Moyen-Orient ou au contrôle de la voie maritime entre Méditerranée/golfe d'Aqaba et océan Indien. Les facteurs de conflit y sont plutôt dus à des causes anciennes, locales souvent, mais bien vivaces dans l'esprit des populations concernées. Cette zone est apparemment un ventre mou géostratégique, puisqu'elle n'est occupée que par une base aéromaritime en sommeil, celle de Ras Banas, l'antique Bérénice, dans la partie la plus au sud du littoral égyptien, où l'aviation américaine dispose de droits d'usage. À quelque distance de celle-ci, le triangle de Halaïb est un territoire contesté entre l'Égypte et



Il en va de même pour la Russie, qui a perdu au tournant des années 1990 ses bases d'Aden et de Berbera, mais qui n'a pas manifesté l'intention de revenir dans la région, bien que sa préoccupation stratégique constante soit de se ménager un accès aux mers chaudes.

La lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes au début des années 2000 a été l'occasion pour plusieurs autres marines d'obtenir des facilités à Djibouti : la Chine y a établi en 2017 sa première base maritime outre-mer, précédée par le Japon (2011) et l'Arabie saoudite.

Aujourd'hui, dans le cadre de l'affrontement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, par Yémen interposé, ce sont les puissances régionales qui se sont engagées dans une course de vitesse pour la conquête de postes avancés sur les rives du détroit de Bab el-Mandeb et du golfe d'Aden.

Les Émirats arabes unis, les premiers, se sont assurés le contrôle des ports en eau libre sur l'océan Indien : Mukalla et Zinjibar au Hadramaout, Hadibu – ancienne base soviétique – sur l'île de Socotra et Aden aux dépens des Saoudiens, qui poursuivent le même objectif, mais sont aux prises avec la rébellion houthiste dans le Nord-Ouest du Yémen. Quant aux Omanais, ils y voient une menace d'encerclement et de concurrence pour leur *hub* transocéanique de Raysut, au Dhofar (9). Les Émiriens ont également acquis des points d'appui solides sur la côte africaine : Assab, dans le Sud de l'Érythrée, est devenu depuis 2015 la base arrière de leur engagement au Yémen ; Berbera, porte d'entrée du Somaliland (non reconnu par la communauté internationale) et de l'Éthiopie (en forte croissance économique) ; et enfin en Somalie, où ils assurent désormais la formation de l'armée nationale (10).

Derrière la guerre contre les ambitions régionales iraniennes se profilent donc d'autres rivalités économiques et stratégiques entre alliés du Conseil de coopération du Golfe, qui pourraient bien un jour se muer en confrontations. Dans le camp adverse se jouent d'autres ambitions : la Turquie a en effet obtenu fin 2016 une zone franche dans le port de Djibouti, ainsi qu'une base militaire en Somalie en septembre 2017 (11).

## Quelles perspectives ?

Le jeu de go sur la mer Rouge n'est donc pas près de s'achever : les acteurs

mettent leurs pions en place, et les conflits actuels, comme celui du Yémen – où s'illustrent l'incompétence et l'inconséquence des puissances occidentales – en masquent d'autres à venir. La confrontation majeure, entre l'Iran d'un côté, les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël de l'autre, cache les volontés d'acteurs émergents ou de puissances régionales d'affirmer des prétentions que ne contrôlent plus les grandes puissances.

nouveaux venus comme les Émirats arabes unis et la Turquie peuvent se mesurer en s'imposant auprès des pays riverains fragiles, voire faillis. Ce qui conduit à s'interroger sur le retrait ou l'absence des grandes puissances maritimes, pourtant le mieux à même de garantir la paix et la sécurité de cet axe majeur du commerce mondial.

Marc Lavergne

*“ La confrontation majeure, entre l'Iran d'un côté, les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël de l'autre, cache les volontés d'acteurs émergents ou de puissances régionales d'affirmer des prétentions que ne contrôlent plus les grandes puissances. ”*

### Notes

(1) [https://en.wikipedia.org/wiki/Suez\\_Canal\\_Area\\_Development\\_Project](https://en.wikipedia.org/wiki/Suez_Canal_Area_Development_Project)

(2) Comme l'a montré la destruction d'un avion commercial russe au départ de Charm el-Cheikh en octobre 2015, revendiquée par l'organisation État islamique-Province du Sinaï (<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-34687139>).

(3) <https://www.thetimes.co.uk/article/egypt-backs-plan-for-red-sea-megacity-89j553xhz>

(4) [https://www.lemonde.fr/smart-cities/video/2017/11/17/neom-la-megalopole-du-futur-dont-reve-l-arabie-saoudite\\_5216675\\_4811534.html](https://www.lemonde.fr/smart-cities/video/2017/11/17/neom-la-megalopole-du-futur-dont-reve-l-arabie-saoudite_5216675_4811534.html) ; <https://kawa-news.com/technologie-redes-sine-paysage-saoudien> ; voir également le site <https://www.youtube.com/watch?v=9p0ktcfWi6Q> consulté le 5 juillet 2018.

(5) [https://www.challenges.fr/monde/moyen-orient/neom-ou-en-est-le-projet-fou-a-500-milliards-de-dollars-du-prince-heritier-d-arabie-saoudite\\_579460](https://www.challenges.fr/monde/moyen-orient/neom-ou-en-est-le-projet-fou-a-500-milliards-de-dollars-du-prince-heritier-d-arabie-saoudite_579460)

(6) <http://www.rfi.fr/afrique/20180110-ile-sua-kin-tension-soudan-egypte-turquie-base-militaire>

(7) « Sudan, Qatar discuss implementation of Suakin Port project », *Sudan Tribune*, 15 mai 2018 (<http://www.sudantribune.com/spip.php?article65407>).

(8) <https://www.dailysabah.com/economy/2018/02/28/turkeys-africa-initiative-sees-six-fold-rise-in-trade-with-continent> et <http://www.middleeasteye.net/columns/emir-qatar-tours-west-africa-amid-gulf-crisis-1976210982>

(9) Cette stratégie impulsée par Abou Dhabi pourrait également affecter le *hub* global de Djebel Ali, qui dépend de Dubaï, mais est handicapé par sa situation à l'intérieur du Golfe. Elle reflète ainsi la politique d'Abou Dhabi d'affirmation de sa primauté politique et économique au sein de la fédération de Émirats arabes unis au détriment de Dubaï depuis la crise financière de 2008.

(10) <https://ahvalnews.com/uae/uae-train-security-forces-somaliland>

(11) <https://ahvalnews.com/red-sea/turkey-being-drawn-red-sea-power-struggle>